

## **ECHANGES**

### ***Plutôt que les marchés, l'attaque contre la "globalisation"***

***visé en réalité l'économie administrée***

### **La crise des organisations internationales**

par Jean-Jacques Rosa

Les manifestations de Seattle, puis de Washington - en attendant les prochaines - sont ostensiblement dirigées contre la "globalisation" et le libre-échange, c'est-à-dire, selon l'interprétation courante, contre les conséquences dommageables de l'extension rapide des mécanismes de marché au niveau international. Mais elles s'adressent aux gouvernements des Etats et aux organisations bureaucratiques internationales. Certes le thème dominant est l'hostilité aux marchés le développement du commerce mondial menacerait les salaires dans les pays riches, l'emploi, l'environnement, et, pourquoi pas, la "culture", celle des traditions locales, de la langue, des habitudes alimentaires ainsi que la survie des romanciers et cinéastes du cru et autres producteurs et distributeurs d'idées et de symboles. Il ne sert à rien d'objecter que le développement des échanges et l'accroissement des niveaux de vie répondent aux vœux des consommateurs et contribuent à sélectionner les meilleurs produits de chaque pays tout en augmentant la diversité d'ensemble des biens et services accessibles à tous. La querelle se situe au delà du rationnel. Elle rappelle étrangement l'explosion anarchisante de 1968 et son discours contradictoire.

A l'époque également quelques bons esprits, dont Raymond Aron, faisaient remarquer que les étudiants en révolte ne proposaient aucun modèle viable de société à opposer aux hiérarchies contraignantes dont ils dénonçaient l'oppression tout en écartant d'un même mouvement l'autre mécanisme d'organisation de la vie sociale, le marché. La révolte spontanée des étudiants et des ouvriers se condamnait ainsi à l'échec par incohérence idéologique et manque complet de réalisme. Et c'est bien ce qu'il advint de cette "révolution introuvable" dans laquelle s'enferma une génération qui en fut réduite à ressasser l'amertume des occasions manquées.

On retrouve aujourd'hui les mêmes ambiguïtés dans l'ensemble des groupuscules qui mènent à la fois le combat contre les marchés mondiaux et contre les organisations internationales au sein desquelles se concertent les Etats. Certains de ces groupes ne font qu'exprimer les revendications protectionnistes classiques de producteurs dépassés par le progrès des techniques et victimes de l'obsolescence de biens et services dont les consommateurs se détournent. Mais d'autres y ajoutent un message original.

Ils contestent en même temps, en effet, les Etats nationaux, et leurs organisations communes comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce, qui constituent la cible favorite des manifestants. Mais en l'occurrence la critique "gauchiste", celle qui condamne les marchés, rejoint une critique conservatrice et libérale qui se développe surtout aux Etats-Unis et remet en cause l'utilité des bureaucraties financières internationales créées au lendemain de la deuxième guerre mondiale pour apporter des solutions au financement d'économies nationales repliées sur elles-mêmes en raison de contrôle des mouvements de capitaux, du système des changes fixes de Bretton Woods et de l'atrophie des marchés financiers internationaux.

Le FMI comme la Banque mondiale sont aujourd'hui des institutions concurrencées par les marchés et l'on peut se demander quel peut être leur rôle dans un monde où les changes flexibles et les financements privés l'emportent désormais sur les parités fixes et les financements publics.

Ces deux organisations sont des bureaucraties inter-étatiques, des substituts aux marchés dont elles prétendent propager les mécanismes alors que c'est le développement récent des marchés financiers mondiaux qui les rend obsolètes. Point n'est besoin de la Banque mondiale pour financer des projets rentables alors que n'importe qu'elle entreprise naissante a accès aux bourses mondiales. Et la gestion en liquidité des régimes de changes fixes perd de plus en plus de son importance dans un monde où le flottement des monnaies se généralise.

Paradoxalement il en va de même de l'OMC accusée d'extrême libre-échangeisme. C'est en réalité une bureaucratie au service des Etats membres qui y pratiquent le "commerce administré", c'est-à-dire la négociation politique permanente de l'arsenal de mesures plus ou moins protectionnistes. Cette négociation de désarmement mercantiliste, particulièrement utile dans le monde hérissé de barrières douanières de l'immédiat après-guerre, s'est avérée efficace pour synchroniser l'ouverture progressive des économies les plus avancées, quelques dizaines initialement. Mais la négociation politique des échanges commerciaux devient de plus en plus ardue lorsque le nombre des acteurs augmente, et ils sont aujourd'hui près de 200 à en faire partie. De plus, la réussite même de l'ouverture des marchés mondiaux relativement au protectionnisme généralisé de 1945, rend la coopération inter-étatique moins nécessaire. Si l'on veut aujourd'hui progresser encore dans la voie du libre-échange l'initiative unilatérale fait aussi bien l'affaire et à moindre coût.

L'attaque, de gauche et de droite, contre les organisations internationales, ne vise donc pas tant les marchés et les échanges libres que les accords entre Etats et les bureaucraties internationales.

Il en va de même, dans le domaine privé, des critiques dirigées contre les grandes firmes multinationales. MacDonald, Coca Cola, Shell ou CNN ne sont pas des marchés : ce sont des entreprises, c'est-à-dire comme l'a montré le prix Nobel Ronald Coase, des hiérarchies bureaucratiques qui fonctionnent comme des administrations publiques. Ces hiérarchies constituent un mécanisme d'organisation de la production alternatif au mécanisme de marché. La contestation des nouveaux anarchistes de l'an 2000 vise ainsi, contrairement à leur propre discours, les bureaucraties publiques et privées et non pas les marchés. Comme en 1968 la critique individualiste des structures hiérarchiques devenues trop lourdes s'exprime au travers du langage antérieur, dénonçant le mécanisme alternatif, le marché. Paradoxalement, la remise en cause des bureaucraties par les technologies modernes de l'information qui les rend obsolètes s'exprime dans le discours par les termes anciens de la condamnation des marchés. Les conceptions et les idées accusent un retard sur les réalités.

C'est cette incompréhension fondamentale de leur action par les acteurs eux-mêmes qui rend les événements inintelligibles. Mais comme en 1968 il faut comprendre le mouvement de protestation, au delà d'un discours incohérent, comme l'expression instinctive, non rationnelle, de la profonde remise en cause dans les faits d'appareils hiérarchiques hérités du passé qui ne conviennent plus aux modes de production contemporains. Cette contestation, qui est le propre du "second vingtième siècle", ouvrira nécessairement la voie à de plus grands développements de l'individualisme, des libertés et des marchés au détriment des organisations bureaucratiques.

JJR

L'analyse du rôle des organisations dans le déroulement des événements du siècle écoulé et des mutations en cours est développée dans mon livre *Le second vingtième siècle : déclin des hiérarchies et avenir des nations*, publié cette semaine chez Grasset.

*Le Figaro*, 28 avril 2000